

La France est menacée de disparition



Jadis les mots avaient un sens et le sens des mots usités déterminait le vrai prix des choses. Le mot « politique », par exemple, avait une noble valeur qui touchait à l'organisation de la cité, à l'établissement et au respect d'une Constitution assurant la cohésion du groupe social, de préférence dans une acception démocratique et naturellement dans le respect de l'intérêt général. C'était le signifiant d'une civilisation. Parler de l'honneur désignait le sens de la dignité morale ainsi que le respect de la pensée et de l'action soumises au devoir du bien. Le bien lui-même était ce qui accommodait la compréhension du raisonnable et du juste.

Pour certains, aujourd'hui, ces notions sont au mieux ringardes et au pire réactionnaires. La transgression est devenue une règle quasi absolue pour tous ceux qui revendiquent les bienfaits du progrès, de la marche en avant oublieuse des règles établies et de la préservation de l'expérience, de l'histoire et de l'équité.

Aujourd'hui, la tendance serait plutôt à l'opportunisme à tout-va, c'est-à-dire à l'adoption de comportements qui

consistent à tirer parti des circonstances, en transigeant avec les principes. Cette disposition spécieuse a pour armes tous les artifices de l'insincérité mises au service des fourbes dans leur volonté de captation du pouvoir.

L'observation des faits dans leur enchaînement quotidien nous démontre justement la réalité du dévoiement qui touche aussi bien au débat public qu'aux institutions et à l'usage qui en est fait, par exemple la dérive de la Justice.

Chaque citoyen attentif ne peut être ignorant de l'état d'insécurité qui frappe notre pays. C'est, je crois, un fait établi, dont les médias rendent compte chaque jour, même si la plupart d'entre eux en minimisent la teneur et la portée.

Cependant le garde des Sceaux, dont on pourrait attendre à la fois clairvoyance et impartialité, se montre d'un aveuglement coupable et d'une infâme veulerie en qualifiant cette perception du mal qui s'empare de la société de « sentiment d'insécurité ». C'est ce même monsieur qui n'a pas hésité une seule seconde à endosser l'habit du chef d'une institution qu'il a vilipendée lorsqu'il n'était encore que bonimenteur des prétoires. Mieux même, interrogé sur la possibilité qu'il puisse accepter cette nomination à une époque où il était encore le défenseur de tous les plus grands prédateurs de la société, il avait ri de cette évocation et rejeté cette éventualité avec une conviction apparemment inébranlable. Et bien figurez-vous que ce Dupond-Moretti-là a emboîté le pas d'un autre célèbre avocat, lui aussi plus appliqué à défendre les criminels que leurs victimes, à savoir Robert Badinter, le supprimeur de la seule peine dissuasive dans le processus de la criminalité et véritablement protectrice des braves gens et de la société.

<https://www.youtube.com/watch?v=ha1d9ZK0NNY>

Il y a peu des officiers, conscients de leurs responsabilités, lucides sur l'état de délitement de la société et soucieux de

la préservation de notre Nation dans ses valeurs civilisationnelles, ont écrit une « lettre ouverte » adressée aux plus hautes instances du pays pour leur faire part de leurs observations et de leurs inquiétudes concernant les dangers qui nous menacent. Par la voix de Florence Parly, leur ministre de tutelle, le pouvoir a accusé ces serviteurs courageux et combattants d'enfreindre leur « devoir de réserve ». Or, on constate que ce rappel à un principe, dénué du moindre caractère de légalité absolue, ne vaut que de façon opportune et de manière tout à fait fourbe pour contrer une action qui gêne toute la macronie. En effet, Laëtitia Saint-Paul, née Bruneau le 21 janvier 1981 à Chartres, est un officier de carrière de l'armée de terre française et une femme politique française, de surcroît vice-présidente de l'Assemblée nationale encartée à la LREM.

Mais l'incohérence, le mensonge et la trahison sont les outils communs du crime global commis contre la Nation et qui se manifeste même dans les domaines qui jadis faisaient une part du lien social.

Didier Deschamps, après avoir juré qu'il ne rappellerait jamais Karim Benzema au sein de l'équipe de France a, sous la contrainte selon moi, réintégré cet Algérien revendiqué dans la formation nationale. Cette mesure est inexplicable puisque les raisons qui ont présidé à son éviction durant 5 ans n'ont pas disparu.

<https://www.youtube.com/watch?v=RWGzd4Ffa6k>

Mais il y a plus ignominieux encore. La FFF, instance déléguée dans la gestion du football, a choisi pour composer l'hymne de l'équipe de France pour l'Euro 2021, le dénommé YOUSSEPH, Zaïrois par son père, Sénégalais par sa mère mais Français par l'octroi discrétionnaire d'une carte d'identité française. Ce pédigrée rend cette nomination plutôt incongrue d'autant plus qu'elle a l'immense inconvénient de n'être pas représentative de la réalité de la société française ni de sa connexion avec

la tradition du patrimoine musical de notre pays.

Si on ajoute à cela que le suscité Youssoupha n'est pas le plus amoureux de notre drapeau ni de notre mode de vie, le doute sur la validité de cette attribution se pose de manière forte. La preuve, il a écrit dans ses textes que « la France est un pays d'escrocs ». Il a incité à l'assassinat d'Éric Zemmour et au viol de Marine Le Pen.

<https://www.youtube.com/watch?v=yhkJGAEBc08>

Que croyez-vous que la ministre de tutelle, la médiocre Maracineanu, ex-Roumaine fuyant la barbarie de Ceausescu, a opposé à ce texte ? Elle a dit ceci : « certaines paroles d'anciennes chansons de Youssoupha posent problème, et notamment lorsqu'il parle de « cette chienne de Marine Le Pen ». « Bien sûr quand on parle d'une femme de cette manière-là je ne peux que ne pas être d'accord. C'est aussi pour dénoncer les propos de Marine Le Pen en termes de racisme, de haine, qu'elle répand dans la société », a estimé la ministre des Sports. Si cela n'est pas une justification des propos inacceptables de l'auteur, cela y ressemble fortement...

Voilà dans quelle dérive nous sommes aujourd'hui et qui risque de nous conduire tout doit non pas dans une guerre civile qui serait une lutte fratricide mais dans une guerre de civilisation qui ne vise ni plus ni moins qu'à faire disparaître la France.

Jean-Jacques FIFRE